

# «En Tunisie, les Européens ont une carte à jouer: celle de la femme»

**FIFDH • La Tunisienne Souhayr Belhassen, présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme, invite l'Europe à soutenir les jeunes et les femmes pour favoriser la démocratisation des pays arabes.**

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**CAROLE VANN**

Figure de l'opposition en Tunisie, première femme présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIFDH), Souhayr Belhassen a assisté à la révolution de son propre pays. Invitée à s'exprimer sur la solidarité avec les peuples arabes dans le cadre de la cérémonie d'ouverture du Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH, du 4 au 13 mars), elle exhorte l'Europe à dépasser sa crainte des islamistes et des migrants. Interview.

**En quelques jours, le visage de votre pays a changé. Quel est le principal danger qui guette la Tunisie aujourd'hui?**

**Souhayr Belhassen:** Le régime est tombé. Mais la pieuvre constituée par Ben Ali et ses acolytes continue de gangrener le pays. Tout ce qui constituait le parti RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique, le parti de Ben Ali) est encore en place, du simple fonctionnaire jusqu'au gouverneur de région et au ministre. Le danger est là. Ce système est loin d'être démantelé. Nous le voyons avec la corruption qui se poursuit, les destructions des archives, des tribunaux. Tout ce qui pourrait demain être source de révélation est détruit. Cela va être très dur d'éradiquer ce système et ses ramifications, il faudra de la vigilance et surtout de la volonté.

**La volonté suffit-elle? Ne faut-il pas une aide extérieure?**  
La Tunisie comme l'Égypte ont prouvé qu'ils pouvaient faire une révolution sans aide extérieure. Le danger vient de pays

comme l'Arabie saoudite (mais pas que celui-là) qui voient forcément ces révolutions comme dangereuses. Ils feront donc tout pour se défendre.

La volonté et la détermination sont capitales. Or certaines mesures urgentes n'ont pas encore été prises en Tunisie. Parmi les priorités, il faut faire les procès des ministres proches de Ben Ali, dont par exemple Abdallah Kallal (*président du Sénat au moment de la chute de Ben Ali, il est l'un des premiers dont la population a demandé la démission. Ministre de l'Intérieur de 1991 à 1995, il avait mené une répression sanguinaire surtout contre les islamistes. Sa réputation lui a valu le surnom de boucher, nldr*). Pour l'instant, ils sont en résidence surveillée mais ce n'est pas suffisant.

Adhérer aux conventions internationales, déclarer une amnistie générale, ce sont des pas très importants qui ont été faits, mais il faut aussi arrêter les symboles, sans quoi l'opinion ne pourra pas adhérer à un projet national. Même un gouvernement de transition doit prendre les bonnes mesures.

**On a vu en Algérie comment les révoltes populaires dans les années 1980 ont été cassées. Le prix en a été 200 000 morts et 20 000 disparus. Quelles leçons tirer du précédent algérien?**

L'exemple algérien est valable pour les démocrates laïcs et les islamistes. Cependant, aujourd'hui nous ne sommes pas dans un contexte algérien, ni en Tunisie ni en Égypte. Nous ne sommes plus en 1988, mais en 2011. Il s'est écoulé quinze ans entre les deux événements. Les islamistes égyptiens



Camp de réfugiés à la frontière libyo-tunisienne. «L'Europe prône la liberté de circulation pour les marchandises et le commerce, pas pour les humains», critique Souhayr Belhassen. KEYSTONE

ou tunisiens ne sont pas dans le même état d'esprit que ceux en Algérie à l'époque. En fait, tout le monde a tiré des leçons de l'Algérie, y compris les islamistes.

Pour recomposer les espaces dans les sociétés égyptiennes et tunisiennes, on sait aujourd'hui comment tenir compte de la composante isla-

miste qui est là. Il faut lui laisser sa place, mais rien que sa place. Pas plus. On ne partage pas la même idéologie, mais aujourd'hui on se bat à visage découvert. Ce n'est plus un fantôme qu'on agite pour les Occidentaux ou les nationaux en disant: attention, on ne libéralise pas sinon les islamistes vont prendre le pouvoir.

**Beaucoup de voix occidentales soutiennent que le profil bas actuel des islamistes est purement circonstanciel. Un discours dépassé, selon vous?**

C'est un discours non pas dépassé mais qui n'a aucune intelligence ni compréhension de ce qui se passe aujourd'hui au Sud de la Méditerranée. Au lieu d'encourager les démocraties en train de se mettre en place, l'Europe se rétrécit sur elle-même et sur la peur des islamistes et des migrants. Si le Nord persévère dans l'autisme et ne veut voir dans le monde arabo-musulman que régression, le retour de manivelle risque d'être très violent.

**De quelle manière l'Occident peut-il changer son regard sur le monde arabe?**

L'Occident, et l'Europe particulièrement, doit mener une réflexion de fond: veut-on vraiment partager les valeurs de démocratie et de liberté ou veut-on se contenter de slogans qui ont prouvé leurs limites au moment des révolutions? Pour l'instant, l'Europe cultive la démocratie à l'intérieur de son espace, mais pas au-delà. Elle prône la liberté de circulation pour les marchandises et le commerce, pas pour les humains.

Si l'Europe continue à avoir peur des islamistes et des migrants et à fermer ses portes, on n'avancera pas. Il faut casser ce carcan de pensée. Il faut changer la manière d'appréhender le monde arabe. Or pour l'instant l'Europe se montre parcimonieuse. Lorsque [la cheffe de la diplomatie européenne] Catherine Ashton est venue rencontrer les autorités égyptiennes, elle a

à peine croisé la société civile. Il faut que l'Europe considère les sociétés civiles comme parties prenantes dans tout partenariat, non pas dépendantes des autorités, mais en tant qu'entités autonomes.

**Comment l'Occident peut-il aider à la construction de nouvelles démocraties?**

En Tunisie par exemple, l'Europe a une carte à jouer, celle de la femme. La Tunisie est un des pays où elles ont un rôle majeur car elles ont la chance d'être à la pointe du monde arabe. Les droits protégés par le Code du statut personnel de 1956, qui ne reconnaît ni la répudiation ni la polygamie, sont des acquis. On ne peut pas revenir en arrière. Elles constituent, avec les jeunes, un enjeu capital. L'Europe doit voir comment les encourager, par exemple en poussant les démocrates à faire respecter la parité dans les partis, les administrations, les entreprises.

**Comment aujourd'hui renforcer la place des femmes en Tunisie?**

D'abord et avant tout, faire en sorte que la nouvelle démocratie tunisienne, que l'on espère voir émerger de ce soulèvement et du mouvement actuel, garantisse l'intégralité des droits des femmes et l'égalité des sexes. Il faut être vigilant en cette période. Les parties qui se disent démocratiques ne sauraient faire moins bien que l'ancien RCD qui avait instauré des quotas de 30% de femmes dans ses rangs. Nous devons exiger également la réforme des lois qui sont encore aujourd'hui discriminatoires, en commençant par les dispositions sur l'héritage. INFOSUD

## «La communauté internationale n'est pas à la hauteur»



Souhayr Belhassen. FIFDH

**La nouvelle configuration du monde arabe fait voler en éclats tout le système de protection des pays du Nord de la Méditerranée contre les flux migratoires. Ces pays vont devoir entièrement repenser les migrations. Avez-vous des pistes de réflexion?**

Aujourd'hui, il y a un problème qui s'appelle la Libye. Il y a 100 000 migrants amassés à la frontière tunisienne, et c'est surtout la Tunisie qui porte la migration libyenne, tandis que l'Europe continue d'être autiste. La réponse à ce problème ne peut pas se limiter à envisager des interventions militaires aériennes. Certains pays ont au

moins commencé à faire la noria d'avions pour transporter les Égyptiens et autres réfugiés. Le HCR (Haut commissariat pour les réfugiés) a réagi, mais ce n'est pas suffisant. Les pays européens pourraient concerter l'Organisation des migrations et réfléchir à la manière de répartir ces migrants, par quota par exemple.

On a honni Kadhafi en tant que terroriste. Ensuite tous les États européens sont devenus complices, et maintenant on laisse les populations s'amasser sur les frontières. La communauté internationale a des réactions obsolètes et n'est pas à la hauteur de la révolution en cours dans le monde arabe.

**Mais comment empêcher Kadhafi de transformer son pays en bain de sang?**

La réaction des États a été ferme mais elle est loin d'être suffisante. On pourrait agir sur le Niger pour empêcher ses 10 000 mercenaires de gagner la Libye. Aujourd'hui c'est le Niger, mais demain ce sera le Tchad. On sait où se trouve la misère et quelles sont les sources de recrutement de Kadhafi. Les gens se lancent dans le mercenariat parce qu'ils ont le ventre creux. Et on laisse faire.

Pourtant, quand l'Europe a voulu protéger ses frontières elle a bien su déployer FRONTEX. Il y a défaillance au niveau de la créativité pour les propositions dans des cas d'urgence comme la Libye.

**A Genève, le Conseil des droits de l'homme a décidé à l'unanimité la suspension de Tripoli, faisant sauter la logique des blocs qui prévalait jusque-là. Une première dans l'histoire de l'ONU des droits de l'homme.**

**Ose-t-on désormais espérer une instance de l'ONU plus courageuse?**

La Ligue des États arabes et l'Organisation de la conférence islamique ont radicalement changé. On commence à remarquer l'impact de ces révolutions sur l'Union européenne. Tous ces signes sont positifs, il faut encourager ce changement. Mais on est dans une situation extrême. Pourquoi le Conseil ignore-t-il la Côte d'Ivoire?

Les Ivoiriens vivent aussi un enfer, ce pays est une petite Libye en devenir. Mais là non plus, la communauté internationale, qui a reconnu la légitimité du président Alassane Ouattara, ne va pas au bout de son engagement. Faire respecter la démocratie est un engagement. Il faut tenir jusqu'au bout. Or on laisse les Ivoiriens se débrouiller entre eux. Il y a deux poids deux mesures. On est à la veille d'une guerre civile et personne ne bouge. [Le président sortant] Laurent Gbagbo ne quittera pas le pouvoir. Il a vidé les banques, il est assis sur des paquets argent, lui aussi achète des mercenaires, on va vers catastrophe humanitaire.

CVN/INFOSUD

PARTENARIAT



Cirque

**P.P.P.**

Cie Non Nova

Mercredi 9 mars à 20h30

www.forum-meyrin.ch

LE COURRIER

**FORUM**  
THÉÂTRE  
**MEYRIN**

Billetterie 022 989 34 34  
Service culturel Migros Genève  
Stand Info Balaxert  
Migros Nyon-La Combe